



## NOTE D'ORIENTATION

**Intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans l'analyse de l'impact socio-économique , l'évaluation des besoins et le plan de réponse face à la pandémie du Covid-19**

**UNITED  
AGAINST  
CORRUPTION**



FOR DEVELOPMENT, PEACE AND SECURITY

**Le PNUD est la principale organisation des Nations unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, de l'inégalité et du changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à construire des solutions intégrées et durables pour les populations et la planète.**

**Pour en savoir plus, rendez-vous sur [undp.org](https://undp.org) ou suivez @UNDP.**

Copyright ©PNUD 2020. Tous droits réservés.  
One United Nations Plaza, NEW YORK, NY10017, États-Unis

Dans le cadre de la réponse du PNUD à la Covid-19 en matière de gouvernance, cette note d'orientation a été préparée par l'Équipe de l'Initiative mondiale de lutte contre la corruption du PNUD, avec la contribution des centres de liaison régionaux de lutte contre la corruption et de gouvernance et des bureaux de pays.

Contact :

**Anga Timilsina**

Conseiller du programme mondial du PNUD en matière de lutte contre la corruption  
[anga.timilsina@undp.org](mailto:anga.timilsina@undp.org)

*Translation by Catherine Meunier*

## NOTE D'ORIENTATION

**Intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans l'analyse de l'impact socio-économique, l'évaluation des besoins et le plan de réponse face à la pandémie du Covid-19**

### Table des matières

<b>I. Contexte</b>	<b>4</b>
a. Impact de la pandémie de Covid-19 sur la société, l'économie et la gouvernance	4
b. Transparence, responsabilité et lutte contre la corruption dans le contexte socio-économique de la pandémie Covid-19	8
c. Objectifs de la note d'orientation	9
d. Principes directeurs	10
<b>II. Intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans l'analyse de l'impact socio-économique, l'évaluation des besoins et la réponse à la Covid-19</b>	<b>11</b>
Étape 1: Évaluer l'impact global de la corruption sur la réponse et le rétablissement face à la Covid-19	13
Étape 2: Évaluer les risques de corruption dans la gestion et la réponse face à la Covid-19	14
Étape 3: Intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans la réponse socio-économique	15
<b>III. Liste de contrôle des questions visant à intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans l'analyse de l'impact socio-économique de la Covid-19</b>	<b>16</b>
a. Évaluer l'impact global de la corruption sur la réponse et le rétablissement face à la Covid-19	16
b. Évaluer les risques de corruption dans la gestion et la réponse aux crises liées au Covid-19	17
c. Intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans la réponse socio-économique	18
<b>Points focaux et experts en matière de transparence, de responsabilité et de lutte contre la corruption</b>	<b>20</b>

## I. Contexte

### a. Impact de la pandémie de Covid-19 sur la société, l'économie et la gouvernance

La pandémie de Covid-19 a apporté chaos, incertitude et perturbations de la chaîne d'approvisionnement à l'économie mondiale, a eu un impact sur la vie et les moyens de subsistance des populations, et a mis à l'épreuve la résilience des systèmes gouvernementaux, des institutions et mécanismes pour répondre à la crise. Même si l'impact de la pandémie varie entre les pays, il augmente le niveau de pauvreté et les inégalités au niveau mondial, rendant la réalisation des ODD encore plus urgente.<sup>1</sup> Comme le souligne le Rapport du Secrétaire général des Nations unies sur l'impact de la Covid-19, la pandémie accentue des niveaux d'inégalités déjà élevés, exposant les vulnérabilités des systèmes sociaux, politiques et économiques qui, à leur tour, amplifient les effets de la pandémie.

#### *Impact sur la société*

Pendant la pandémie, les risques de laisser de nombreuses personnes à l'écart des mesures de sauvetage et des priorités de rétablissement sont énormes et préjudiciables. Selon la Banque mondiale, 40 à 60 millions de personnes seront poussées dans l'extrême **pauvreté** à cause des chocs économiques de COVID-19. Le montant limité des ressources et l'urgence de la réponse à la crise ont créé des risques d'exclusion ou de discrimination supplémentaires à l'encontre de nombreuses sections de la société. En particulier, la pandémie frappe le plus durement les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus marginalisés, et a un impact particulièrement dévastateur sur **l'égalité des sexes**. Cela pourrait se manifester par la nature sexospécifique du personnel de santé (composé de 70 % de femmes, dont seulement 25 % occupent un poste à responsabilités), par la charge disproportionnée des soins non rémunérés et du travail domestique, des impacts économiques différenciés selon le sexe, et des risques de violence basée sur le genre (VBG) ou de corruption basée sur le genre.

Les nombreuses formes d'inégalités - du sexe au revenu - sont exacerbées pendant la pandémie de Covid-19, et elles pourraient perpétuer les déséquilibres de pouvoir, ainsi qu'entraîner des risques accrus de petite corruption et d'autres activités de corruption, et ce, dans le but d'avoir accès à des services, d'influencer l'élaboration des politiques ou les prises de décisions, ou bien d'obtenir un traitement préférentiel indu. Ces facteurs augmentent encore la vulnérabilité aux chocs.

Selon l'effet global de COVID-19 sur la société et la perception de l'efficacité de la réponse des autorités à la crise, **la confiance dans les institutions gouvernementales et le leadership politique** peut être érodée. En particulier, la confiance dans le message des autorités est un élément essentiel d'une réponse réussie à la crise, à l'échelle de l'ensemble du gouvernement et de la société. Cette réponse, dans le même temps, peut être importante non seulement pour **établir la confiance entre les citoyens et l'État**, en garantissant l'inclusion, le dialogue, les mécanismes de réclamation, la responsabilité, le respect des droits de l'homme et la mise en œuvre, mais aussi pour établir la **confiance interpersonnelle**, qui renforce la cohésion sociale, l'action collective et la résilience de la société.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Un cadre des Nations unies pour la réponse socio-économique immédiate à la Covid-19

<sup>2</sup> Veuillez vous reporter au document du PNUD (2020) "Renforcer la cohésion sociale : Cadres conceptuels et implications en matière de programmation".

## *Impact sur l'économie*

La Covid-19 a plongé l'économie globale dans une récession, avec une chute considérable du commerce mondial, de lourdes perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, des chocs sur la demande et l'offre de l'économie, et la chute des prix des matières premières. Ces bouleversements ont des conséquences profondes et complexes sur les **résultats économiques**, de la croissance et des revenus aux investissements, aux dépenses publiques, aux recettes, à l'emploi, aux salaires et à l'épargne.

L'OIT a estimé que, du fait de la pandémie de Covid-19, pas moins de 1,6 milliard de travailleurs du **secteur informel** - soit presque la moitié de la main-d'œuvre mondiale - étaient en danger immédiat de voir leurs moyens de subsistance détruits, avec peu ou pas d'épargne et sans accès à la protection sociale. Dans l'industrie du tourisme - l'une des plus durement touchées par la pandémie - l'Organisation mondiale du tourisme estime une perte de 910 milliards à 1 200 milliards de dollars de recettes d'exportation et que 100 à 120 millions d'emplois seraient menacés. Les **petites et moyennes entreprises** étant confrontées à de graves perturbations, la part de l'économie informelle devrait également augmenter.

En période d'incertitude pour les particuliers et les entreprises, les impacts économiques dévastateurs, avec des ramifications plus larges sur la société, pourraient augmenter les risques de corruption dans les sphères publiques et privées, telles que les pots-de-vin et les dessous-de-table, la fraude dans les processus de prestation de services et de passation de marchés, les détournements de fonds, et l'augmentation des flux financiers illicites et du blanchiment d'argent.

## *Impact sur les institutions, systèmes et mécanismes de gouvernance*

La pandémie de Covid-19 s'est avérée être un test énorme pour les États et les institutions gouvernementales, qui doivent réagir et s'adapter à la crise, appliquer les politiques et fournir des services publics. En raison de la nécessité urgente de faire face à la crise de la pandémie de Covid-19, certains pays ont assoupli les garanties relatives aux mécanismes de transparence, de surveillance et de responsabilité, tels que le respect des règles commerciales, l'approvisionnement et l'accès ouvert aux données, afin d'assurer la rapidité et la flexibilité des protocoles d'urgence.

En outre, on a également eu tendance à dissimuler des informations ou à suspendre des mesures conçues pour favoriser l'engagement constructif de multiples parties prenantes dans divers processus de gouvernance pendant la pandémie de Covid-19. Il en résulte un **accès réduit à l'information** et aux **données ouvertes**, un rétrécissement de l'espace civique, une augmentation de **la propagande et de la désinformation**, une réduction de la **participation et de l'activisme**, ainsi que l'érosion de la **confiance entre les citoyens et l'État**. (Toutefois, il convient de noter que le recours accru aux technologies numériques et aux médias sociaux a, dans certains contextes, accru la voix de la société civile, des communautés et des citoyens, avec des possibilités technologiques d'engager les citoyens dans les efforts de lutte contre la corruption).<sup>3</sup>

En raison de l'absence de mécanismes de responsabilité et de surveillance suffisants dans la réponse à la crise et le redressement, **les risques de corruption et de fraude augmentent considérablement, ce qui a des conséquences critiques sur la société et l'économie**. Pendant la pandémie de Covid-19, l'impact de la corruption se fait sentir dans la prestation des services de santé, l'élaboration des politiques, les processus de passation des marchés et la gestion des fonds (y compris les fonds de santé d'urgence, les filets de sécurité sociale et les plans de relance).

---

<sup>3</sup> *Transparency International* (2020) 'Explorer les tendances post-covid et leur impact sur la lutte contre la corruption, la gouvernance et le développement'

Comme l'a souligné *Transparency International* dans son rapport "Explorer les tendances post-covid et leur impact sur la lutte contre la corruption, la gouvernance et le développement", les **flux financiers illicites** et le **blanchiment d'argent**, qui étaient déjà problématiques bien avant la pandémie Covid-19, ont des effets dévastateurs sur les budgets publics, l'efficacité des gouvernements et l'inégalité, l'argent liquide et les produits de la corruption étant cachés dans des lieux sûrs pendant que les États luttent pour répondre à la pandémie de Covid-19 et satisfaire les besoins de tous.

*Illustrer les coûts dévastateurs de la corruption dans le secteur de la santé*

Même dans des situations normales, la corruption dans le secteur de la santé entraîne des pertes de plus de 500 milliards de dollars américains chaque année. Les enquêtes de la Banque mondiale montrent que dans certains pays, jusqu'à 80 % des fonds de santé non salariaux ne parviennent jamais aux établissements locaux. Selon *Transparency International*, les taux de corruption dans les hôpitaux et les établissements de santé atteignent 14 %.

Des cas de scandales de corruption liés à la Covid-19 peuvent déjà être observés dans des pays du monde entier. Les populations les plus vulnérables et marginalisées, notamment les pauvres, les femmes et les enfants, sont celles qui souffrent le plus. Il est clair que si l'on ne s'attaque pas aux risques de corruption dans différents domaines, les réponses à la crise risquent d'être sapées et l'impact des mesures de redressement limité.

*Exemples de l'impact possible de la pandémie de Covid-19 sur la société, l'économie et la gouvernance*

		Exemples de l'impact négatif	Exemples d'impact sur la lutte contre la corruption
<b>Société</b>	<b>Cohésion sociale, contrat social et confiance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diminution de la cohésion sociale et de la confiance interpersonnelle</li> <li>• Réduction de la confiance dans les institutions gouvernementales</li> <li>• Coopération réduite et action collective</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacité d'action collective réduite en raison du manque de confiance</li> <li>• Risques de traitement préférentiel indu dans l'allocation des ressources</li> </ul>
	<b>Pauvreté et inégalité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exacerber la pauvreté et l'inégalité, en frappant le plus durement les plus pauvres, les plus marginalisés et les plus vulnérables</li> <li>• L'écart croissant des inégalités (par exemple de revenus), mais aussi l'inégalité entre les sexes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de la petite corruption (par exemple pour accéder aux services publics)</li> <li>• Augmentation des déséquilibres de pouvoir en raison d'un écart plus important entre les inégalités</li> </ul>
	<b>Accès à l'information et aux libertés fondamentales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de la propagande et de la désinformation</li> <li>• Accès réduit à l'information, liberté d'information et ouverture des données</li> <li>• Espace réduit pour le suivi et les rapports de la société civile et les médias indépendants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de mécanismes de contrôle et de surveillance permettant de responsabiliser les gouvernements et le secteur privé</li> <li>• Absence de mécanismes de retour d'information et de réclamation pour signaler la corruption</li> </ul>
<b>Économie</b>	<b>Croissance, bien-être et économie informelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Profonde récession de l'économie mondiale</li> <li>• Augmentation de la part de l'économie informelle</li> <li>• Augmentation des niveaux de chômage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales et pénuries qui en découlent, entraînant des incitations à la corruption (par exemple, pots-de-vin, ristournes, détournements de fonds, blanchiment d'argent, etc.)</li> </ul>
	<b>Soutien international et financement du développement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les défis du multilatéralisme</li> <li>• Réduction de la coordination et de la coopération entre les pays dans la réponse à la crise mondiale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Priorité moindre accordée aux efforts de lutte contre la corruption, y compris la prévention, l'application de la loi et la sensibilisation</li> </ul>
	<b>Intégrité des entreprises</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pouvoir politique et économique accru des grandes entreprises technologiques</li> <li>• Risques accrus en matière de confidentialité et de sécurité des données</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque d'influence indue du secteur privé dans les processus politiques et réglementaires</li> <li>• Impact sur les processus démocratiques</li> </ul>
<b>Gouvernance</b>	<b>Capacité de l'État</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacité affaiblie de l'État à répondre à la crise, à s'adapter, à fonctionner et à fournir des services publics</li> <li>• Aggravation des capacités dans des États déjà fragiles et touchés par des conflits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques de corruption dans la prestation de services, les processus de passation de marchés, la gestion des fonds et l'élaboration des politiques</li> <li>• Manque de coordination entre les institutions gouvernementales et les ministères de tutelle</li> </ul>
	<b>Contrôles et vérifications</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concentration accrue du pouvoir de l'exécutif central</li> <li>• L'affaiblissement des institutions de contrôle et de responsabilité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Impunité et absence de responsabilité en matière de corruption</li> <li>• Accroître les possibilités et les incitations à la corruption</li> </ul>
	<b>Droit civils et politiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire l'espace civique et médiatique</li> <li>• Une surveillance accrue</li> <li>• Représailles contre les dénonciateurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficulté à faire participer les citoyens aux efforts de lutte contre la corruption</li> <li>• Réduction des mécanismes de responsabilité sociale</li> </ul>

Adapté de Transparency International (2020) "Prendre de l'avance sur la courbe : Exploration des tendances post-covid et de leur impact sur la lutte contre la corruption, la gouvernance et le développement".

## b. Transparence, responsabilité et lutte contre la corruption dans le contexte socio-économique de la pandémie Covid-19

**La Covid 19 n'est pas qu'une crise sanitaire et socio-économique, mais également une crise de gouvernance.** Dans de nombreux pays, la pandémie de Covid-19 a été catégorisée en tant que crise sanitaire, humanitaire ou socio-économique. De ce fait, nombreux sont les pays qui ont répondu à la crise sanitaire par le renforcement de la prestation de services de santé, l'achat de nouvelles fournitures et de nouveaux équipements médicaux, et la création de fonds de santé pour soutenir les efforts de lutte contre la Covid-19. Plusieurs pays ont répondu à la crise socio-économique en prodiguant des filets de sécurité sociale et les plans de relance économique).<sup>4</sup> Cependant, il est de plus en plus reconnu que la Covid-19 est bien plus qu'une crise sanitaire ou socio-économique ; c'est également une crise de gouvernance, mettant à l'épreuve non seulement la résilience des systèmes de gouvernance et des institutions du secteur public pour s'adapter, fonctionner et innover dans leur prestation de services publics, mais expose aussi les vulnérabilités sous-jacentes du contrat social.

**Bien qu'il soit reconnu que la Covid-19 ait un impact sur les systèmes, les processus et les institutions de gouvernance, les analyses d'impact socio-économique existantes n'ont pas évalué spécifiquement les liens entre eux.** Dans certains cas, les analyses de contexte contenues dans les mémoires et les rapports mentionnent des questions de transparence, de responsabilité et de lutte contre la corruption dans le contexte ou l'analyse de situation, notamment en ce qui concerne l'affaiblissement de l'État de droit, l'augmentation des troubles civils et l'instabilité politique résultant de la Covid-19. Toutefois, ces analyses ne fournissent pas une évaluation détaillée de l'impact direct et indirect de la corruption et du manque de transparence et de responsabilité sur la réponse et le redressement face à la Covid-19. Il est donc nécessaire d'évaluer les risques de corruption et d'intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans les analyses d'impact socio-économique de la Covid-19.

Dans ce contexte, le PNUD a organisé deux webinaires<sup>5</sup> pour discuter de la transparence, de la responsabilité et de la lutte contre la corruption dans le contexte de la pandémie de Covid-19. En faisant le point sur la demande de conseils en matière de connaissances, l'équipe de lutte contre la corruption du *Global Policy Network* (GPN) a constaté une forte demande sur le terrain pour une méthodologie permettant aux bureaux nationaux d'intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans les analyses d'impact socio-économique de la Covid-19.

Deux questions principales ont été soulevées:

1. Il y a un manque de connaissances et d'orientations sur la manière d'intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans l'analyse de l'impact socio-économique. La plupart des analyses socio-économiques n'évaluent pas l'impact de la Covid-19 du point de vue de la gouvernance et de la lutte contre la corruption.
2. Il y a un manque de coordination entre les institutions de lutte contre la corruption et les institutions qui se concentrent sur les aspects socio-économiques.

La présente note d'orientation vise donc à aborder ces deux questions, en fournissant une méthodologie comprenant des exemples de questions de la liste de contrôle sur l'intégration de la transparence, de la responsabilité et de la lutte contre la corruption dans les analyses d'impact socio-

---

<sup>4</sup> Voir, par exemple, la note de position du PNUD "L'impact social et économique de COVID-19 dans la région Asie-Pacifique"

<sup>5</sup> 1) Webinaire de la Communauté de pratique sur la gouvernance du PNUD sur "La transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption pendant la gestion et la réponse à la crise de la Covid-19" (5 mai 2020) et 2) Série de webinaires sur la Covid-19 du PNUD : Webinaire n°36 "Impact de la corruption pendant la pandémie de Covid-19 : implications pour la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption" (20 mai 2020)



économique ; et en réunissant la communauté de lutte contre la corruption et les praticiens travaillant sur les analyses d'impact socio-économique.

En tant que responsable technique de la réponse socio-économique à la pandémie de Covid-19 au sein du système des Nations Unies, le PNUD et ses bureaux de pays (CO) dans le monde entier s'efforcent d'évaluer les impacts socio-économiques de la pandémie de Covid-19 sur les économies et les communautés afin de développer et de mettre en œuvre des stratégies efficaces de réponse et de rétablissement face à la Covid-19. La méthodologie utilisée pour mener l'analyse de l'impact socio-économique a été contextualisée en fonction des réalités de chaque pays.

Par exemple, certaines analyses d'impact menées par les bureaux de pays du PNUD se sont concentrées sur les chocs subis par l'offre et la demande de l'économie, tandis que d'autres se sont attachées à évaluer les impacts de la pandémie aux niveaux micro et macro. Certaines ont également analysé l'impact selon différents thèmes : aspects sociaux, aspects économiques et aspects financiers ; tandis que d'autres ont mené des analyses d'impact sectorielles sur des secteurs sociaux et économiques spécifiques. En outre, certaines OC ont analysé les effets directs par rapport aux effets indirects, ainsi que les impacts socio-économiques à court terme par rapport aux impacts à long terme. Dans ce contexte, la présente note d'orientation vise à intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans les différents types d'analyse d'impact menés par les bureaux de pays du PNUD.

### c. Objectifs de la note d'orientation

Alors que le monde est confronté à la crise, il est urgent de relier les besoins sanitaires et humanitaires au bien-être social, économique et environnemental. Le cadre des Nations unies pour la réponse socio-économique à la Covid-19 se concentre sur les besoins et les droits des plus vulnérables, sur cinq piliers : (1) La santé d'abord : Protéger les services et les systèmes de santé pendant la crise ; (2) Protéger les personnes : Protection sociale et services de base ; (3) Réponse économique et reprise : Protection de l'emploi, des petites et moyennes entreprises et des travailleurs du secteur informel ; (4) Réponse macroéconomique et collaboration multilatérale ; et (5) Cohésion sociale et résilience des communautés.

En tant que responsable technique de la réponse socio-économique de l'ONU, le PNUD, dans le cadre de la prochaine phase de son offre "Préparer, Répondre and Récupérer", "Au-delà de la reprise : Vers 2030", aide les décideurs à faire des choix et à gérer la complexité en période d'incertitude dans quatre domaines intégrés : la **gouvernance**, la **protection sociale**, l'**économie verte** et la **fracture numérique**. Ces quatre domaines intégrés ont été identifiés et hiérarchisés par le PNUD en cartographiant les demandes immédiates et émergentes de nos partenaires sur le terrain.

Les principaux objectifs de cette note d'orientation sont:

1. Contribuer à la prochaine phase de la réponse à la crise de la Covid-19 du PNUD et, en particulier, au rôle de chef de file technique du PNUD dans la réponse socio-économique des Nations Unies en fournissant des orientations sur la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans la réponse socio-économique.
2. Pour compléter la note d'orientation du PNUD sur l'Offre de services de transparence, de responsabilité et de lutte contre la corruption pour l'action face à la Covid-19 et pour le rétablissement
3. Combler le manque de connaissances, mis en évidence par la communauté de lutte contre la corruption, sur la manière d'intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans l'analyse et l'évaluation de l'impact socio-économique.

4. Encourager la coopération entre les praticiens des domaines socio-économiques et de la gouvernance/lutte contre la corruption sur les implications de la crise de la Covid-19 afin de garantir des réponses intégrées conformément au Programme 2030.

#### d. Principes directeurs

Les grands principes directeurs pour l'intégration de la transparence, de la responsabilité et de la lutte contre la corruption dans l'analyse de l'impact socio-économique sont :

1. Les questions de la liste de contrôle fournies dans la présente note d'orientation sont des **suggestions** à prendre en compte par les OC. Elles ne sont pas des prescriptions et il n'existe pas de solution unique.
2. L'analyse d'impact doit être **contextualisée** en fonction des réalités du pays, en termes d'environnement favorable à la transparence, à la responsabilité et à la lutte contre la corruption.
3. L'analyse d'impact doit être un **effort de collaboration** qui cherche à impliquer de multiples partenaires et parties prenantes, et à obtenir l'adhésion des principales parties prenantes, afin d'avoir un impact durable.

Veillez noter que la présente note d'orientation vise à mettre en évidence les principaux risques de corruption et les principales questions liées à la transparence, à la responsabilité et à la lutte contre la corruption. Elle ne préjuge pas de tous les risques potentiels de gouvernance qui peuvent survenir, mais fournit des orientations du point de vue de la lutte contre la corruption sur les principales questions qui se posent, en se fondant sur une évaluation globale de la situation actuelle concernant la pandémie de COVID-19.

## II. Intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans l'analyse de l'impact socio-économique, l'évaluation des besoins et la réponse à la Covid-19

L'évaluation des impacts de la crise de la Covid-19 sur les sociétés, les économies et les groupes vulnérables est fondamentale pour informer et adapter les réponses des gouvernements et des partenaires afin de se remettre de la crise et de s'assurer que personne ne soit laissé pour compte dans cet effort. Si l'on ne s'attaque pas à la corruption, à l'opacité du processus décisionnel, à la surveillance et à la responsabilité, l'efficacité des réponses apportées pour se remettre des conséquences socio-économiques de la Covid-19 risque d'être compromise ou limitée. Ainsi, la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption sont essentielles pour la réponse et le redressement socio-économiques.

La réponse à la crise de la Covid-19 du PNUD, "**Au-delà de la reprise : Vers 2030**", s'appuie sur les enseignements tirés de sa réponse initiale et se concentre sur quatre domaines spécifiques de l'appui du PNUD : **la gouvernance, la protection sociale, l'économie verte et la fracture numérique.**

En particulier, le PNUD travaille à l'évaluation des impacts socio-économiques de la pandémie de Covid-19 sur les économies et les communautés. L'appui du PNUD aux politiques et aux programmes en matière de transparence, de responsabilité et de lutte contre la corruption vise à contribuer aux cinq piliers du Cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique à la Covid-19, en reconnaissant que des **systèmes et des processus de gouvernance efficaces et responsables sont à la base des changements socio-économiques progressifs.**



### Cinq piliers du cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique à la Covid-19




### Exemples de la manière dont la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption affectent chaque domaine de travail

**1**  **PRIORITÉ À LA SANTÉ :**  
Protéger les services et les systèmes de santé pendant la crise

L'atténuation des risques de corruption dans les services de santé peut garantir que les gens ne se voient pas refuser des soins de santé à cause de la corruption. La mise en place de mécanismes de surveillance et de responsabilité peut prévenir la fraude et la corruption dans les services de santé, les marchés publics, les fonds d'urgence et l'élaboration des politiques.

**2**  **PROTECTION DES POPULATIONS :**  
Protection sociale et services essentiels

L'intégration des mesures de lutte contre la corruption dans tous les secteurs (par exemple, l'éducation, l'eau, l'assainissement, etc.) peut contribuer à garantir l'accès aux services de base sans verser de pots-de-vin ou de faveurs, et à éviter que les budgets alloués à la protection sociale ne soient détournés à des fins privées.

<b>3</b>  <b>RÉPONSE ET REPRISE ÉCONOMIQUES :</b> Protection des emplois, des PME et des travailleurs et travailleuses du secteur informel	<p>La prévention des conflits d'intérêts et du népotisme dans les processus d'embauche peut garantir l'équité, la transparence et la concurrence dans l'emploi. La promotion d'un environnement commercial équitable et de pratiques d'intégrité des entreprises peut favoriser l'égalité des conditions de concurrence pour toutes les entreprises et accélérer la reprise économique.</p>
<b>4</b>  <b>MESURES MACROÉCONOMIQUES ET COLLABORATION MULTILATÉRALE</b>	<p>La mise en place de mécanismes d'audit appropriés dans les plans de relance peut dissuader la corruption et la fraude dans les réponses budgétaires, comme les fuites de ressources vers des gains privés. La mise en place de garanties fiduciaires peut également minimiser les risques de corruption dans le cadre de l'aide budgétaire.</p>
<b>5</b>  <b>COHÉSION SOCIALE ET RÉSILIENCE DES POPULATIONS</b>	<p>La promotion de l'accès à l'information, de l'ouverture et de la transparence peut contribuer à instaurer la confiance, la coopération et la concertation entre les citoyens et l'État. La promotion d'un engagement civique inclusif dans les processus de gouvernance, y compris le contrôle des budgets et le signalement de la corruption, peut contribuer à renforcer l'action collective et le contrat social.</p>

Pour *reconstruire en mieux*, pour que les institutions, les systèmes et les personnes résilientes réduisent leur vulnérabilité aux crises futures, la programmation du PNUD doit mettre l'accent sur :

- Le renforcement du rôle des institutions de lutte contre la corruption ainsi que des mécanismes de surveillance et de responsabilité;
- Promouvoir la responsabilité sociale et le rôle de la société civile;
- le renforcement de l'intégrité des entreprises et la promotion d'un environnement commercial équitable; et
- Exploiter les avantages de la technologie et de l'innovation pour renforcer la transparence et l'ouverture.

Pour intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans l'évaluation des besoins sociaux et économiques et la réponse à y apporter dans le cadre de Covid-19, **trois mesures** doivent être prises:

**Étape 1.** Évaluer l'impact global de la transparence, de la responsabilité et de la lutte contre la corruption sur les politiques/processus, les institutions et l'environnement général favorable à la transparence, à la responsabilité et à l'ouverture.

**Étape 2.** Évaluer les risques de corruption dans les processus de passation de marchés, la prestation de services, les fonds de santé et d'urgence, ainsi que les filets de sécurité sociale et les plans de relance économique.

**Étape 3.** Intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans la réponse socio-économique.

## Étape 1: Évaluer l'impact global de la corruption sur la réponse et le rétablissement face à la Covid-19

En raison de l'urgence de la lutte contre Covid-19, on risque de négliger les obligations de transparence et de responsabilité pour obtenir des réponses rapides et souples à la Covid-19, sans mécanismes de contrôle appropriés. Celles-ci ont des implications importantes sur la réponse et le redressement socio-économique, à la fois **directement** sur les institutions, les politiques gouvernementales et la cohésion sociale, et **indirectement** par l'impact négatif sur les efforts de lutte contre la corruption en cours, ainsi que sur l'accès à l'information et les libertés fondamentales.

		Exemples d'implications
Impact direct	Sur les institutions et la capacité de l'État	<ul style="list-style-type: none"> <li>Saper la légitimité de l'État et de ses institutions dans la réponse à la crise, et aggraver la capacité de l'État dans des États déjà fragiles et touchés par des conflits</li> <li>Manque de coordination entre les ministères concernés et les autres institutions gouvernementales</li> <li>Manque de cohérence dans l'approche de la réponse à la crise et de la relance</li> <li>Manque d'interaction et de dialogue entre les citoyens et l'État</li> <li>Manque de transparence, d'ouverture et de responsabilité dans la gestion globale des crises et la réponse à celles-ci</li> <li>Perturbation des services publics et des fonctions gouvernementales pendant les protocoles d'urgence et les restrictions de crise</li> </ul>
	Sur l'État de droit, les politiques et les processus gouvernementaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lois promulguées sans consultation, surveillance ou mécanismes de responsabilité dans le cadre de mesures d'urgence</li> <li>Absence de contrôle parlementaire, judiciaire ou législatif dans la gestion et la réponse aux crises</li> <li>Abus de pouvoirs extraordinaires et capture des institutions de contrôle et de responsabilité</li> <li>Consolidation du pouvoir au sein de l'exécutif central</li> <li>Traitement préférentiel indu accordé à certains groupes, sociétés, entreprises ou secteurs par rapport à d'autres dans le cadre de mesures d'urgence adoptées par le gouvernement</li> </ul>
	Sur la cohésion sociale, le contrat social et la confiance	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'érosion de la confiance entre les citoyens, l'État et le secteur privé</li> <li>Réduire l'espace civique et le manque d'engagement civique dans les processus de gouvernance ou les mécanismes de responsabilité</li> <li>L'affaiblissement de la confiance interpersonnelle des citoyens</li> <li>Absence de mécanismes de retour d'information, de réclamation et de résolution des conflits pour les citoyens</li> </ul>
Impact indirect	Sur les efforts de lutte contre la corruption en cours	<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmentation des incitations et des possibilités de corruption pendant la pandémie</li> <li>Impunité et absence de responsabilité en cas de corruption et d'abus de pouvoir/bureau</li> <li>Perturbation, suspension ou réduction des enquêtes et de l'exécution des affaires de corruption</li> <li>Réduction de l'engagement des citoyens dans les efforts de lutte contre la corruption, de prévention et de défense</li> <li>Diminution de la priorité accordée à la lutte contre la corruption par rapport aux priorités socio-économiques ou humanitaires</li> </ul>
	Sur l'accès à l'information et les libertés fondamentales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Restriction de la liberté d'expression et de la liberté d'information</li> <li>Violation des droits de l'homme par des pratiques discriminatoires dans les réponses à la Covid-19</li> <li>Représailles contre les dénonciateurs ou absence de protection juridique des dénonciateurs</li> <li>Réduire l'espace pour l'espace civique et médiatique</li> </ul>

Veuillez vous référer à la **section III(a)** pour les questions de la liste de contrôle afin de guider l'évaluation de l'impact global des réponses à la Covid-19 sur la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption.

## Étape 2: Évaluer les risques de corruption dans la gestion et la réponse face à la Covid-19

Tout au long de la pandémie de Covid-19, l'impact de la corruption se fait sentir dans les **processus de passation des marchés**, la **prestation des services de santé**, la **gestion des fonds de santé et d'urgence**, et la mise en place de **filets de sécurité sociale et de plans de relance économique**. En l'absence de mesures de transparence, de surveillance et de responsabilité suffisantes, les risques de corruption restent prépondérants et limitent l'impact des réponses à la Covid-19.

	Problèmes principaux	Exemples de risques de corruption
<b>Achats</b>	L'achat de médicaments et de fournitures dans les systèmes de santé est l'un des domaines les plus susceptibles d'être touchés par la corruption. Étant donné que des mécanismes accélérés sont mis en place pour s'approvisionner en biens et services essentiels, les acteurs corrompus peuvent tirer parti des pénuries mondiales de médicaments et de fournitures médicales pendant la Covid-19.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les spécifications et les termes de référence peuvent être manipulés pour favoriser les fournisseurs</li> <li>• Les fournisseurs peuvent corrompre ou accorder des faveurs aux responsables des achats pour obtenir un avantage dans le cadre d'un appel d'offres</li> <li>• Prix élevés/exiger des prix plus élevés pour les produits</li> <li>• L'achat de produits peut se faire sans raison médicale justifiable</li> <li>• Népotisme pendant la procédure d'appel d'offres</li> </ul>
<b>Prestations de services de santé</b>	Du fait que les hôpitaux sont confrontés à une pénurie croissante de personnel, de lits, de ventilateurs et d'autres équipements, les prestataires de soins médicaux doivent prendre des décisions difficiles quant aux patients à traiter, aux personnes qui ont le plus besoin de soins et à la distribution des médicaments et des fournitures. Le gouvernement détient également le pouvoir d'autoriser et de réglementer la participation du secteur privé dans la prestation de services de santé urgents.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pots-de-vin, faveurs ou paiements informels pour accéder aux soins</li> <li>• Abus de pouvoir dans la sélection des patients ou la distribution d'équipements et de fournitures médicales</li> <li>• Prix excessifs de la part des fournisseurs et des détaillants</li> <li>• Pots-de-vin et faveurs pour autoriser de manière sélective des laboratoires, cliniques et hôpitaux privés à administrer des tests, des traitements, des vaccinations, etc.</li> </ul>
<b>Gestion des fonds de santé et d'urgence</b>	Les fonds d'urgence pour lutter contre la Covid-19 ont été augmentés pour soutenir le système de santé, l'économie et le bien-être de la société, avec des décaissements rapides d'importantes sommes d'argent dans le monde entier, distribuées à l'échelle nationale ainsi qu'entre les États, les provinces et les communautés locales.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Détournement, malversation ou utilisation abusive des fonds de santé à des fins privées</li> <li>• Détournement des dons des citoyens et des fonds spéciaux créés par le gouvernement, les entreprises ou les partenariats public-privé</li> </ul>
<b>Filets de sécurité sociale et plans de relance économique</b>	De nombreux pays ont mis en place des filets de sécurité sociale et des plans de relance économique pour soutenir et protéger les individus, les ménages et les entreprises contre l'impact de la Covid-19 et ses perturbations sur les vies et les moyens de subsistance.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Traitement préférentiel indu accordé à certains groupes, communautés, entreprises, industries ou secteurs par rapport à d'autres dans l'attribution des mesures d'assistance, d'aide et de relance</li> <li>• Détournement, détournement ou utilisation abusive de paquets fiscaux à des fins privées</li> </ul>

Veuillez vous référer à la **section III(b)** pour les questions de la liste de contrôle destinées à guider l'évaluation des divers risques de corruption dans les systèmes de santé, les processus de passation de marchés, la gestion des fonds, ainsi que les filets de sécurité sociale et les plans de relance.

### **Étape 3: Intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans la réponse socio-économique**

La transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption sont essentielles pour la réponse et le redressement socio-économique. Au-delà de l'intégration de la lutte contre la corruption dans le secteur de la santé, l'atténuation des risques de corruption dans d'autres secteurs (par exemple, l'éducation, l'eau et l'assainissement, l'énergie, les douanes et l'immigration, la construction, l'alimentation et l'agriculture, etc.) est essentielle pour minimiser l'impact socio-économique de la pandémie, renforcer la capacité des citoyens et des communautés à mieux reconstruire et améliorer l'intégrité dans les secteurs public et privé. La lutte contre la corruption, ancrée dans l'ODD16 visant à renforcer les institutions et à favoriser des sociétés pacifiques, justes et inclusives, joue un rôle crucial dans l'accélération de la réalisation de tous les ODD.

#### **Renforcer les institutions pour intégrer les mesures de lutte contre la corruption dans les secteurs**

- Renforcer les capacités de contrôle et d'audit internes et externes, les mécanismes d'évaluation des risques de corruption, l'évaluation d'impact, les processus de passation de marchés et de contrats, etc. dans tous les secteurs.

#### **Utiliser la technologie et l'innovation pour promouvoir la transparence, la responsabilité et l'intégrité dans les secteurs**

- Améliorer les systèmes de marchés publics, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, les services numériques, le traitement des plaintes, l'utilisation des applications mobiles/plateformes numériques pour surveiller les services, etc.

#### **Promouvoir l'intégrité des entreprises et l'action collective pour un environnement commercial équitable**

- Traiter les questions de propriété bénéficiaire, promouvoir un environnement commercial équitable, des programmes de conformité, des processus de diligence raisonnable, une formation et un soutien aux PME et aux jeunes pousses en matière d'intégrité des entreprises, etc.

#### **Soutenir la responsabilité sociale, l'inclusion et la participation des communautés et de la société civile pour améliorer le contrôle**

- Renforcer la responsabilité sociale dans la prestation de services, les achats, la surveillance dans l'élaboration des politiques, l'engagement civique dans les processus de gouvernance, et le suivi et l'évaluation des programmes.

Veuillez vous référer à la **section III(c)** pour les questions de la liste de contrôle afin de guider l'intégration de la transparence, de la responsabilité et de la lutte contre la corruption dans la réponse socio-économique à la Covid-19.



### III. Liste de contrôle des questions visant à intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans l'analyse de l'impact socio-économique de la Covid-19

#### a. Évaluer l'impact global de la corruption sur la réponse et le rétablissement face à la Covid-19

<b>Institutions et capacité de l'État</b>	<p>Les agences ou organes nationaux de surveillance, d'audit ou de lutte contre la corruption ont-ils été engagés et consultés dans l'élaboration des plans nationaux d'intervention ou de redressement face à la Covid-19 ?</p> <p>Les agences nationales de surveillance, d'audit et de lutte contre la corruption ont-elles publié des lignes directrices ou des directives à l'intention des institutions gouvernementales locales ou nationales sur la gestion des risques de corruption liés à l'urgence de la Covid-19 ?</p> <p>Les ministères et organismes gouvernementaux nationaux et locaux ont-ils adopté une approche pangouvernementale claire, unifiée et cohérente pour les priorités de réponse à la crise et de redressement ?</p> <p>Existe-t-il des règles claires sur la représentation des parties prenantes sensibles à la dimension de genre dans tous les organes décisionnels clés afin de garantir l'égalité des sexes et une participation inclusive ?</p> <p>Le gouvernement a-t-il suspendu l'application des mécanismes de transparence et de responsabilité et limité le contrôle public des processus de gouvernance ?</p>
<b>État de droit, politiques et processus gouvernementaux</b>	<p>Les pouvoirs d'urgence mis en œuvre pendant la Covid-19, ainsi que les lois et les politiques adoptées dans le cadre des mesures d'urgence, sont-ils soumis à des mécanismes de contrôle et de responsabilité, tels que le contrôle parlementaire, judiciaire ou législatif ?</p> <p>Les plans d'intervention et de rétablissement de la Covid-19 prévoient-ils un contrôle par les organes gouvernementaux et les organisations de la société civile ?</p>
<b>Cohésion sociale, contrat social et confiance</b>	<p>Existe-t-il des mécanismes impartiaux, accessibles et équitables de retour d'information, de réclamation, de résolution des conflits et de recours ? Sont-ils accessibles à toutes les parties prenantes, y compris celles qui ont des capacités d'alphabétisation variables et les groupes ethniques et/ou les peuples autochtones qui peuvent parler des langues différentes ?</p> <p>La législation nationale prévoit-elle une protection des dénonciateurs en matière de corruption et de fraude liées à la Covid-19 ? Existe-t-il des plateformes numériques permettant aux dénonciateurs de soumettre des rapports ?</p>
<b>Lutte contre la corruption</b>	<p>Le gouvernement a-t-il mis en place des plans de continuité des activités pour assurer la poursuite de la lutte contre la corruption, des enquêtes, des poursuites et de la prévention ?</p> <p>La gouvernance et les réformes institutionnelles liées à la lutte contre la corruption ont-elles été poursuivies dans le cadre de mesures d'urgence pendant la pandémie, ou ont-elles été suspendues ?</p> <p>Des systèmes et des mécanismes de lutte contre le blanchiment d'argent ont-ils été mis en place pour lutter contre le blanchiment d'argent et les flux financiers illicites liés à la Covid-19 ?</p>
<b>Accès à l'information et aux libertés fondamentales</b>	<p>Le gouvernement a-t-il limité ou suspendu l'accès à l'information ou les lois sur la liberté d'information dans le cadre des protocoles d'urgence ?</p> <p>Le gouvernement fournit-il au public des informations opportunes, précises, cohérentes, homogènes et accessibles sur la propagation de la pandémie ainsi que sur la réponse du gouvernement à la pandémie ?</p> <p>Existe-t-il une plate-forme de données ouverte contenant les informations adéquates nécessaires pour permettre le suivi et la surveillance de la situation de la Covid-19 et de la réponse du gouvernement dans le pays ?</p>



**b. Évaluer les risques de corruption dans la gestion et la réponse aux crises liées au Covid-19**

<b>Prestations de services</b>	<p>Existe-t-il des mécanismes de signalement de la petite corruption ou d'autres fautes dans l'accès aux soins de santé ou dans le déploiement de kits de dépistage, de ventilateurs et d'autres équipements ou fournitures médicales ?</p> <p>Existe-t-il des protocoles relatifs à la Covid-19 clairs et transparents, par exemple en matière de diagnostic, de traitement et de soins cliniques ?</p> <p>Le gouvernement a-t-il pris des mesures en vue de numériser les services publics afin de surmonter les perturbations et les restrictions liées à la Covid-19 ?</p> <p>Les institutions gouvernementales et les ministères clés ont-ils procédé à des évaluations sectorielles des risques de corruption au cours des trois dernières années ? Une stratégie claire de gestion des risques de corruption a-t-elle été mise en place ?</p>
<b>Achats</b>	<p>Existe-t-il un cadre juridique pour garantir la transparence et la responsabilité dans les processus de passation de marchés ?</p> <p>La réglementation sur les marchés publics d'urgence définit-elle clairement les conditions qui répondent aux critères d'une situation "d'urgence" ?</p> <p>Les règlements relatifs aux marchés publics d'urgence contiennent-ils une disposition clairement définie sur le processus de planification, d'appel d'offres, d'attribution et de passation des marchés, notamment en ce qui concerne les cas autorisés de passation de marchés directs/négociés ? La plateforme de marchés publics est-elle accessible au public en ligne et contient-elle des informations détaillées sur les annonces, les profils des soumissionnaires et les offres ?</p> <p>Existe-t-il une procédure de passation de marché ouverte et transparente pour les fournitures, équipements et personnels médicaux dans une situation d'urgence ?</p> <p>Le gouvernement a-t-il mis à disposition des informations sur l'acquisition, les appels d'offres et la passation de marchés de fournitures, d'équipements et de personnel médicaux, ainsi que sur les stocks de fournitures et d'équipements disponibles dans les hôpitaux ? Par exemple, la préparation de documents/TDR, les POS, les conseils sur le processus d'appel d'offres, la gestion des stocks, etc.</p> <p>Existe-t-il un processus d'assurance qualité qui garantit que les produits de santé achetés et fournis sont de qualité appropriée et n'exposeront pas les consommateurs à des risques évitables ?</p> <p>Les autorités permettent-elles au grand public d'avoir accès aux informations sur les plans d'achat, les avis de marché, les attributions de marché, les contrats et les modifications de contrat ?</p> <p>Existe-t-il une plate-forme de surveillance et de notification permettant au public de signaler des soupçons de corruption ?</p>
<b>Fonds de santé et d'urgence, filets de sécurité sociale et plans de relance économique</b>	<p>Existe-t-il des mécanismes ou des plateformes appropriés pour suivre le décaissement, la réception et l'utilisation des fonds d'urgence, des fonds de santé, des dons et d'autres formes d'aide ?</p> <p>Existe-t-il des données ouvertes sur les budgets gouvernementaux pour la société civile et le suivi public ?</p> <p>L'allocation des fonds par le biais de différentes modalités de financement (budget ordinaire, fonds extrabudgétaires, fonds d'affectation spéciale, financement de projets) est-elle claire, ouverte et transparente ?</p> <p>Les règles relatives à la conception et à l'utilisation de chacune des modalités de financement suivent-elles une procédure régulière (comme le contrôle législatif, l'unité du budget, la consultation des parties prenantes, etc.)</p> <p>Existe-t-il des mécanismes de signalement des activités de corruption, d'inconduite ou de fraude liées aux fonds dédiés à la Covid-19 ?</p> <p>L'attribution et la distribution des fonds ou des mesures de soutien et de stimulation aux particuliers, aux ménages et aux entreprises sont-elles claires et transparentes ?</p>

**c. Intégrer la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption dans la réponse socio- économique**

<p><b>Renforcer les capacités institutionnelles pour mettre en œuvre les mesures de lutte contre la corruption</b></p>	<p>Le pays dispose-t-il de cadres juridiques et politiques anti-corruption pertinents, y compris les lois pertinentes, la stratégie/politique anti-corruption, les mécanismes de suivi et de surveillance ?</p> <p>Le pays dispose-t-il d'une institution de lutte contre la corruption qui fonctionne, telle qu'une agence de lutte contre la corruption, un organisme chargé de l'application des lois, une institution d'audit, etc.</p> <p>Des mécanismes sont-ils en place pour assurer une coordination, un échange d'informations et une communication efficaces entre les institutions de lutte contre la corruption et les autres ministères et organismes concernés (par exemple, la santé, l'éducation, les finances, etc.) ?</p> <p>Les ministères ou organismes gouvernementaux concernés ont-ils pris des mesures pour évaluer les risques de corruption dans les différents secteurs ? Sur la base des évaluations des risques de corruption, existe-t-il des mesures ou des plans pour mettre en œuvre des mesures d'atténuation des risques de corruption dans les systèmes, les fonds, les politiques et les programmes intersectoriels ?</p> <p>Les institutions de lutte contre la corruption sont-elles engagées dans des plans de relance nationaux et locaux pour renforcer la surveillance et la responsabilité et prévenir la fraude et la corruption ?</p> <p>Le gouvernement a-t-il mis en place un mécanisme de coordination au sein des agences gouvernementales pour assurer la transparence du processus décisionnel, le partage des informations et le suivi des réponses politiques ?</p> <p>Existe-t-il une agence spécialisée pour traiter les plaintes et les enquêtes publiques liées à la transparence, l'intégrité, la corruption et la fraude ?</p> <p>Existe-t-il une législation sur l'accès à l'information ou sur la liberté d'information dans le pays ?</p>
<p><b>Utiliser l'innovation et la technologie pour renforcer la transparence, la responsabilité et l'intégrité</b></p>	<p>Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour mettre en œuvre des systèmes d'administration en ligne pour les services publics, les processus de passation de marchés et de contrats, etc.</p> <p>Le gouvernement a-t-il mis en place des plates-formes numériques pour des données et des informations ouvertes sur les budgets, les dépenses, etc. qui soient accessibles au public ?</p> <p>Le gouvernement a-t-il mis en place des plates-formes numériques où le public peut fournir un retour d'information, signaler des plaintes et gérer les doléances ?</p> <p>Existe-t-il des possibilités d'action collective axée sur la technologie, d'activisme numérique et de prise de décision participative ?</p> <p>Les citoyens et les militants utilisent-ils des solutions technologiques pour s'engager dans des processus politiques, pour favoriser la responsabilité sociale et pour créer des plates-formes de représentation des intérêts collectifs ?</p>
<p><b>Promouvoir l'intégrité des entreprises et l'action collective</b></p>	<p>Les entreprises ont-elles adapté leurs cadres d'intégrité des entreprises pour faire face aux risques accrus de corruption pendant la Covid-19 ?</p> <p>Le gouvernement a-t-il encouragé ou incité les entreprises à adopter des contrôles internes, une éthique et un respect de la lutte contre la corruption plus stricts ?</p> <p>Les entreprises sont-elles encouragées à mettre en place de solides systèmes de gouvernance d'entreprise ?</p> <p>Des processus de diligence raisonnable ont-ils été mis en place ?</p> <p>Les partenariats publics-privés font-ils l'objet d'une concurrence loyale et ouverte ?</p> <p>Existe-t-il un système de liste noire (par exemple concernant les ententes) et, si oui, comment est-il organisé/appliqué ?</p>

<b>Soutenir la responsabilité sociale, l'inclusion et la participation des communautés et de la société civile pour améliorer le contrôle</b>	<p>Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour promouvoir l'engagement civique afin de contribuer aux plans de relance nationaux et locaux, par exemple par un dialogue constructif ?</p> <p>Le pays dispose-t-il d'une loi ou d'un acte sur la liberté de l'information ? Existe-t-il d'autres politiques gouvernementales qui soutiennent l'accès libre et opportun des parties prenantes à l'information sur les politiques gouvernementales, la prise de décision, les mécanismes de plainte des citoyens, etc.</p> <p>Existe-t-il un mécanisme clair et accessible permettant de demander des informations si elles n'ont pas été activement divulguées ?</p> <p>Existe-t-il des programmes et des institutions pertinents qui contribuent à garantir l'accès à la justice pour les parties prenantes, y compris, par exemple, des programmes sur la protection juridique, la sensibilisation juridique, l'aide et les conseils juridiques, l'arbitrage, l'exécution et le contrôle de la société civile/parlementaire ?</p> <p>Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour sensibiliser le public aux questions liées à la lutte contre la corruption, à l'éthique et à l'intégrité ?</p>
---	---

## Points focaux et experts en matière de transparence, de responsabilité et de lutte contre la corruption

### Équipe mondiale de lutte contre la corruption

Anga Timilsina  
[anga.timilsina@undp.org](mailto:anga.timilsina@undp.org)

Aida Arutyunova  
[aida.arutyunova@undp.org](mailto:aida.arutyunova@undp.org)

Jungoh Son  
[jungoh.son@undp.org](mailto:jungoh.son@undp.org)

Charlene Lui  
[charlene.lui@undp.org](mailto:charlene.lui@undp.org)

### Centres régionaux

#### **Afrique (Centre de services régional à Addis-Abeba)**

Phil Matsheza  
[philliat.matsheza@undp.org](mailto:philliat.matsheza@undp.org)

#### **États arabes (Centre régional d'Amman)**

Arkan El-Seblani  
[arkan.el-seblani@undp.org](mailto:arkan.el-seblani@undp.org)

#### **Asie et Pacifique (Centre régional de Bangkok)**

Diana Torres  
[diana.torres@undp.org](mailto:diana.torres@undp.org)

#### **Bureau régional pour le Pacifique à Fidji**

Sonja Stefanovska-Trajanoska  
[sonja.trajanoska@undp.org](mailto:sonja.trajanoska@undp.org)

#### **Europe et CEI (Centre régional d'Istanbul)**

Irakli Kotetishvili  
[irakli.kotetishvili@undp.org](mailto:irakli.kotetishvili@undp.org)

#### **Amérique latine et Caraïbes (Centre régional du PNUD au Panama)**

Jairo Acuna-Alfaro  
[jairo.acuna@undp.org](mailto:jairo.acuna@undp.org)